

Aux États-Unis, les enjeux relatifs aux rapports sociaux de race font du sport une activité fortement politisée, au moins depuis les années 1960 : dans ce texte, Simon Bittmann montre qu'on observe aujourd'hui un déplacement de la lutte au sein du capitalisme sportif, de la sphère du travail à celle de la propriété. A travers la comparaison des trajectoires de l'athlète Colin Kaepernick et du rappeur Jay-Z, l'auteur revient sur l'opposition entre deux figures de l'émancipation afro-américaine, l'une militante, l'autre économique.

“All professional athletes – black and white – are officially and formally classified as property. They exist to make money for the club owners. But here the similarities between black and white professionals cease. Racism and discrimination are the exclusive lot of the black professional. [...] Today, their attitudes are changing. They are less willing to accommodate, to knuckle under, but they are not yet completely free to respond as men.” Harry Edwards, *The Revolt of the Black Athlete*, (2018 [1968], p. 25-29)

(« Tous les athlètes professionnels – noirs et blancs – sont officiellement et formellement catégorisés comme de la propriété. Ils existent afin de produire des revenus pour les propriétaires de club. Néanmoins, ici s'arrêtent les similitudes entre professionnels blancs et noirs. Le racisme et la discrimination sont le sort exclusif du professionnel noir. [...] Aujourd'hui, leurs attitudes évoluent. Ils sont moins prêts à concilier, à se soumettre, mais ils ne sont toujours pas pleinement libres de répondre en tant qu'êtres humains. »)

L'affaire Colin Kaepernick a récemment connu des rebondissements inattendus. Le *quarterback*, ancienne vedette des *49ers* de San Francisco, a été illégalement licencié en 2013 suite à son choix de poser un genou à terre et de refuser de chanter l'hymne national lors de cérémonies d'avant match. L'athlète, dont le statut de superstar est assis depuis la saison 2012-2013 lors de laquelle il avait porté son équipe jusqu'au *Superbowl*, avait choisi d'exprimer de cette façon son soutien au mouvement *Black Lives Matter*, afin de porter la protestation à l'égard des violences policières, et en faveur d'une plus grande justice sociale, dans l'arène du sport. Depuis, Kaepernick est devenu l'une des principales figures des luttes contre les discriminations raciales, au point que le combat du *quarterback* est souvent comparé à celui de Mohammed Ali, lorsque ce dernier avait été destitué en 1968 de son titre mondial suite à son refus de servir dans l'armée lors de la guerre du Viêt-Nam. La protestation d'Ali avait déjà largement contribué à étendre le mouvement des droits civiques au domaine du sport : en 1968, les sprinters Tommie Smith et John Carlos levèrent leur gant noir en soutien au boxeur, un geste historique décidé suite aux conseils prodigués par le sociologue et militant Harry Edwards. L'auteur du livre-pamphlet *The Revolt of the Black Athlete*^[1], dont le cinquantenaire a été célébré l'année dernière, est aujourd'hui l'un des proches conseillers stratégiques de Kaepernick. Cependant, les modalités prises par le militantisme des deux sportifs sont radicalement différentes. En 1971, Ali avait porté son affaire auprès de la Cour suprême, obtenant une victoire à la portée retentissante, à une époque où la population était encore largement en faveur de la guerre. Les principaux appuis du boxeur étaient politiques, en particulier au sein du mouvement *Nation of Islam* dont l'ancrage populaire avait contribué à la politisation et la réverbération de sa décision. Aujourd'hui, les principaux soutiens de Kaepernick viennent du monde économique, notamment de l'équipementier Nike qui a, entre autres, produit un spot publicitaire très

relayé en 2018[2], faisant de son licenciement l'emblème des luttes pour une société plus juste et une manne commerciale permettant d'associer la marque au combat des groupes minorés.

L'appui de cette grande entreprise a permis à Kaepernick et son entourage d'installer un rapport de force avec la ligue et les parties ont, début 2019, signé un accord à l'amiable[3]. La NFL a ainsi implicitement reconnu qu'il y a eu collusion des clubs afin d'« annuler » Kaepernick, selon la formule récemment proposée par Ta-Nehisi Coates[4]. Le sportif a ainsi préféré éviter un procès et le montant négocié n'a jamais été rendu public. Cette comparaison n'a pas pour but de critiquer les choix du joueur ou de ses conseillers, mais de souligner une évolution du contexte au sein duquel se déploient les luttes politiques des sportifs. Comme l'a récemment expliqué Edwards, chaque combat est « encadré » par la « substance idéologique d'une époque »[5]. A l'époque d'Ali, les contrats publicitaires étaient rares et une prise de position radicale risquait plutôt de desservir leur intérêt économique direct. Aujourd'hui, les deux ne sont plus incompatibles - Edwards a accueilli avec enthousiasme le soutien de Nike, remerciant l'entreprise « *for taking a corporate leadership role and a progressive stand on the right side of history* »[6]. Néanmoins, il faut inversement souligner à quel point le contexte politique actuel est en défaveur de Kaepernick : Donald Trump est intervenu à de multiples reprises dans l'affaire, accusant le *quarterback* d'anti-patriotisme et demandant explicitement aux propriétaires de club de le mettre au ban de la ligue[7].

L'affaire du *work-out*

La situation était au point mort jusqu'au 12 novembre dernier, lorsque la NFL a annoncé qu'elle comptait organiser une séance d'entraînement (*work-out*) à laquelle serait conviées l'ensemble des 32 équipes, afin de tester les compétences et l'état de forme de l'athlète. Il s'agit de la première initiative de ce type - habituellement les clubs organisent ce type d'essais à titre individuel - ce qui a conduit de nombreux commentateurs à juger que la ligue offrait ainsi une protection aux propriétaires, vis-à-vis des répercussions possibles auprès de l'opinion publique ou des fans d'un intérêt éventuel exprimé pour le talent de Kaepernick. Cependant, beaucoup y voient également le signe d'une intervention en sous-main du rappeur Jay-Z, suite au contrat de partenariat que ce dernier a signé avec la ligue en août dernier : son label Roc Nation a désormais pour mission de conseiller la ligue en matière de divertissement, lors de l'organisation des performances du *Superbowl* et de contribuer au programme « *Inspire Change* », en faveur de la « justice sociale », mis en place début 2019.

Néanmoins, trente minutes avant la séance, Kaepernick a décidé de déplacer l'entraînement à 60 kilomètres du lieu prévu, dans un lycée, un choix qui divise l'opinion publique depuis une quinzaine de jours. Deux raisons sont avancées par les conseillers de Kaepernick pour expliquer cette décision : premièrement, la ligue voulait imposer sa propre équipe de tournage, ce qui a suscité la défiance du joueur qui redoutait une manipulation du montage. Kaepernick souhaitait confier la captation aux équipes de Nike, qui ont finalement assuré la couverture de la séance qui s'est tenu dans le stade du lycée. Deuxièmement, la ligue a imposé à Kaepernick la signature d'une décharge de responsabilité très inhabituelle. Si ce type de document est couramment utilisé lors d'entraînements, garantissant qu'en cas de blessure l'athlète ne pourra pas se retourner contre son potentiel employeur, celui envoyé à Kaepernick contenait une clause

supplémentaire, affirmant que le *work-out* ne garantissait en aucun cas un emploi au *quarterback*. En d'autres termes, pour participer à la séance, Kaepernick devait se dessaisir d'une partie de ses droits de contestation, alors même qu'il a récemment obtenu une victoire judiciaire contre la ligue.

Si les interprétations divergent quant aux intentions véritables de la NFL, ces événements témoignent d'un processus aujourd'hui bien connu de gestion de la discrimination au travail : des sociologues ont notamment montré que les entreprises ont souvent recours à des stratégies visant à bâtir des structures organisationnelles qui deviennent des indicateurs symboliques de respect du droit anti-discrimination, venant se substituer à des actions concrètes[8]. En d'autres termes, la ligue aurait orchestré le *work-out*, non pas pour offrir une chance au sportif, mais uniquement afin de se dédouaner de toute responsabilité à l'égard de sa situation : la NFL affirme ainsi avoir fait ce qu'elle pouvait pour mettre en valeur le talent de Kaepernick et son refus discrédite, selon elle, la bonne foi de l'athlète qui affirme continûment être prêt à travailler, peu importe l'équipe ou le salaire. Ce déroulé jette également un doute sur les intentions de Jay-Z, visiblement déçu de la décision de Kaepernick selon certaines sources, bien qu'il n'ait pas exprimé de position officielle à ce sujet. Les avis sont tout autant divisés au sein de la presse : certains journalistes, y compris afro-américains, l'accusent, sans pour autant dépolitiser son choix, de vouloir se construire une image de martyr. Ils critiquent particulièrement sa décision de se présenter à l'entraînement avec un t-shirt à l'effigie de Kunta Kinte, héros de la série populaire des années 1970, *Roots*, qui raconte la trajectoire d'un asservi originaire de Gambie, capturé et transféré de force dans une plantation de Virginie. Ces détracteurs défendent l'idée qu'obtenir un travail requiert des sacrifices, *a minima* à l'égard de la transparence des procédures de recrutement, au sein d'une économie sportive largement aux mains des Blancs. D'autres soutiennent au contraire sa démarche au nom des principes défendus, les événements récents témoignant pour eux de l'hypocrisie d'une ligue qui, derrière l'apparence d'un événement organisé pour évaluer les compétences du joueur, aurait cherché à se couvrir d'éventuels procès intentés par ce dernier à son encontre.

Sport et « rapitalisme »

Si, à l'époque de la rédaction du livre d'Harry Edwards (1968), la lutte politique des athlètes noirs était avant tout préoccupée par l'amélioration des conditions de travail et la reconnaissance de l'égalité par-delà les écarts de performance sportive, l'affaire Kaepernick souligne une évolution des questionnements relatifs au rôle des athlètes engagés au sein de l'économie du sport : la discrimination s'exerçant contre Kaepernick met en lumière à la fois le contrôle total exercé par les propriétaires blancs sur le marché du travail sportif et l'intolérance qui s'exprime à l'égard des athlètes souhaitant librement mobiliser leur position en tant que plate-forme politique (voir plus bas). Plus profondément, l'opposition *de facto* entre Jay-Z et Kaepernick, tout comme les débats qui polarisent l'opinion publique, font ressurgir d'anciens conflits politiques, dont la reconfiguration récente traduit l'évolution des enjeux raciaux à l'ère du capitalisme sportif de masse.

Le contrat signé par Jay-Z a notamment été très critiqué dans la presse, en particulier afro-américaine : malgré les nombreuses initiatives militantes prises par le rappeur ces dernières années, beaucoup l'accusent d'être un « *sell out* » (vendu), préférant suivre ses intérêts financiers plutôt que de soutenir les principes associés au combat de Kaepernick[9]. Le titre éloquent de *The Root*, « Jay-Z got paid to be the NFL's black

boyfriend »[10], symbolise bien l'hypocrisie dénoncée, pas tant de Jay-Z dont les motifs sont explicites, mais d'une ligue qui préfère prendre des initiatives visant à promouvoir une « société meilleure » et « plus unie », plutôt que contribuer concrètement au combat contre la discrimination au travail au sein de son propre secteur. Si la ligue n'a pas le pouvoir de contraindre les équipes à engager Kaepernick, elle n'a rien fait en ce sens, du moins jusqu'aux événements récents. Ce n'est pas le premier débat de ce type suscité par Jay-Z : en 2012, celui-ci a décidé d'investir (et de s'investir) dans nouvelle équipe de basketball des *Brooklyn Nets*, transférée dans sa ville natale à la suite d'un long combat judiciaire mené contre des associations locales et des élus[11]. Le transfert impliquait en effet la construction d'un gigantesque complexe immobilier, incluant le stade du *Barclays Center* ainsi que 17 gratte-ciels à « usage mixte » (entendre, des baux cédés en majorité à des entreprises ou à de riches propriétaires de *condos*) censés redynamiser le *downtown* : ce projet a été largement dénoncé par des groupes d'habitants et de commerçants, accusant du même coup Jay-Z d'avoir fourni une caution politique et sociale à un processus largement en défaveur des communautés locales et des minorités[12]. A l'heure où nous écrivons, les promesses faites en matière de logement social ou de création d'emploi semblent être restées lettres mortes et la zone située à proximité du *Barclays Center* représente la pointe avancée de la gentrification de Brooklyn[13].

Pour Jay-Z, ce nouveau partenariat avec la NFL participe d'un agenda à plus long terme, visant à accroître le pouvoir et la visibilité des afro-américains (ou tout du moins la sienne) au sein de l'économie du divertissement, en dépit des dommages collatéraux dont certains, comme les habitants de Brooklyn ou Kaepernick, pourraient faire les frais[14] : comme il l'a récemment annoncé lors d'une conférence de presse, « *I think we're past kneeling. I think it's time for action* »[15]. Il souhaite notamment devenir le premier afro-américain à acquérir une franchise de football, dans un sport où 30 des 32 propriétaires de club sont des hommes blancs[16]. De plus en plus de membres issus des groupes minorés occupent des postes hauts placés, décisionnaires ou commerciaux (coachs, agents de joueur, arbitres), mais la propriété des équipes - et ainsi de tous leurs biens, ce qui inclut les joueurs - reste en effet quasi exclusivement aux mains d'hommes blancs, et cela n'est pas spécifique au football[17]. Si le terme de « propriétaire » a récemment été critiqué pour son évocation du système esclavagiste[18], les propos d'Edwards cités en exergue n'en restent pas moins vrais au sens juridique. L'enjeu principal lié à l'intervention de Jay-Z n'est pas tant de savoir si le rappeur choisira, le cas échéant, d'engager Kaepernick ou non, ou même s'il se servira de son pouvoir pour œuvrer en faveur de différentes causes : l'opposition entre le rappeur et l'athlète rejoue, en des termes contemporains, un débat stratégique et politique qui polarise les mouvements afro-américains depuis la fin du XIX^{ème} siècle. Le conflit bien connu entre Booker T. Washington et W. E. B. Dubois[19] - entre la défense, selon le premier, d'une éthique de travail et d'une ascension économique s'accommodant temporairement de différentes formes de discrimination et les positions radicales du second, selon qui l'émancipation ne serait acquise qu'au prix de luttes politiques contre l'opresseur - a connu de multiples résurgences au cours du XX^{ème} siècle et l'affaire en cours représente sa transposition explicite au domaine sportif. Cette question continue également d'être clivante dans la presse et l'espace public : l'une des émissions sportives les plus regardées aux Etats-Unis, *First Take*, créée par le journaliste afro-américain Steven A. Smith, a récemment été le témoin de discussions très agitées entre les deux types de positions, des débats largement relayés au sein des réseaux sociaux.

Du travail au capital : militer contre le monopole des ligues

En matière de travail sportif, la situation est ainsi différente de celle décrite par Harry Edwards il y a cinquante ans : les cas d'injures raciales entre joueurs sont désormais rares[20], les différences de salaire entre athlètes blancs et non-blancs ne sont plus si explicites, du moins pas pour l'élite des joueurs, et les athlètes noirs sont de moins en moins réduits à leur aptitudes physiques[21]. Si, dans le cas du football, ce type de discours a longtemps ciblé les *quarterbacks* afro-américains, dont la « vitesse » ou la « puissance » a souvent été mise en avant au détriment de leur « vision du jeu » ou de leur acuité de passeur, de nombreux journalistes, souvent d'anciens sportifs afro-américains, dénoncent aujourd'hui communément ce type de réduction et les biais racistes qui les soutendent. Par ailleurs, les performances récentes du jeune *quarterback* Lamar Jackson, des *Ravens* de Baltimore, semblent avoir définitivement enterré ce type préjugé, dont Kaepernick avait déjà été la victime à l'apogée de sa carrière. Pour autant, la discrimination subie par l'ancien joueur des *49ers* atteste de l'effet de la propriété blanche du capital sur les conditions de travail : les franchises restent très réticentes à s'associer avec la lutte pour les droits civiques et les sportifs sont, à l'exception de quelques très grands joueurs relativement intouchables, fortement contraints dans leurs prises de position. Cela est particulièrement vrai du football, un sport où les références patriotiques sont omniprésentes : au-delà des thématiques militaristes communément associées au format du jeu, l'armée finance directement les cérémonies d'avant-match, qui incluent la récitation de l'hymne, la mise à l'honneur de soldats ou le survol des stades par des avions de combat, un ensemble de symboles avec lesquels Kaepernick a choisi de prendre ses distances. De même, l'examen des donations politiques des propriétaires de club de NFL suggère une forte tendance conservatrice, en faveur du parti Républicain[22] : introduire plus de diversité au sein de la propriété privée des moyens de production de la performance ne résultera pas en un basculement à gauche des franchises, mais on peut émettre l'hypothèse que cela diminuera le risque de collusion discriminatoire dont Kaepernick fut la victime.

Enfin, face à la stratégie défendue par Jay-Z, consistant à s'immiscer au sein du monopole établi par la NFL, un autre courant émerge, préoccupé non par la question de la participation ou non au système existant, mais par la construction de canaux alternatifs d'organisation ou de diffusion du sport. Le dernier film de Steven Soderbergh, *High Flying Bird*, écrit par Tarell Alvin McCraney, co-scénariste de *Moonlight*, porte directement sur ce sujet : le protagoniste (interprété par André Holland), un agent afro-américain représentant différents joueurs évoluant en NBA, décide d'organiser des rencontres en un-contre-un, directement diffusées sur Internet, dont les revenus iraient aux sportifs ou à leurs agents. Lecteur d'Harry Edwards (l'auteur apparaît brièvement à la fin du film), le personnage cherche à insuffler à ses athlètes l'idée radicale selon laquelle l'ensemble des sportifs noirs devraient s'allier afin de mettre en place une ligue alternative : privés de leurs principaux actifs financiers et sportifs, les ligues actuelles et leurs propriétaires blancs se verraient dès lors dépossédés de tout pouvoir sur le travail des athlètes. Dans le film, la NBA répond par de nombreuses attaques, notamment judiciaires, et l'agent est finalement contraint d'abandonner son projet. Si ce type d'entreprise séparatiste ne semble pas encore connaître de relais politiques explicites, la création récente, éphémère et très controversée de la *Junior Basket Association*, fournit un exemple au propos du film. Mise en place par l'homme d'affaire Lavar Ball, surtout connu pour être le père du 1er choix de la draft NBA 2018, Lonzo Ball, la ligue comprenait en 2018 huit équipes et se voulait proposer une

alternative au championnat universitaire monopoliste, la NCAA. Les matchs devaient être diffusés par *Facebook Watch* et entièrement financés par la marque *Big Baller Brand*, créée par Lavar Ball afin que les revenus publicitaires générés par la carrière de Lonzo restent au sein de l'entreprise familiale. Cependant, l'opposition ainsi que les difficultés de financement auxquelles la ligue a fait face l'ont récemment contraintes à arrêter ses activités. Le *business model* mis en place par Ball fait écho aux choix pionniers effectués par certains rappeurs, tels que Jay-Z ou P. Diddy, dans l'industrie musicale : plutôt que de signer auprès d'un label pour un montant donné, ces derniers ont décidé de créer leur propre entreprise, afin de maîtriser les revenus liés à leurs productions culturelles, indissociables de leur personne[23].

C'est peut-être là que se rejoignent les deux approches, dans une lutte, somme toute balbutiante, pour le contrôle du capitalisme sportif. Cinquante ans après la publication du texte d'Edwards, le combat s'est largement déplacé, de la sphère du travail à celle du capital. Edwards (*op. cit.*, p. 95) avait déjà prédit qu'un des principaux enjeux de la lutte à venir serait de « *control a greater percentage of the athletic industry* ». La carrière post-football de Kaepernick dessine en effet, indissociablement, une trajectoire d'émancipation politique et un succès commercial de grande ampleur : le *quarterback* est simultanément parvenu à faire de sa position une plateforme politique de protestation, de son licenciement le symbole d'inégalités raciales génériques, de son combat et de sa personne une marque attractive, lui assurant des revenus stables. A l'inverse, Jay-Z caresse le rêve d'une invitation à la table de la propriété, lui le musicien de Brooklyn aux côtés de magnats de l'industrie et de la finance, suivant son crédo de toujours : « *I'm not a businessman, I'm business, man !* »[24].

Notes

[1] Pour plus de détails et d'éléments de contexte autour de ce livre, voir Martin-Breteau, N., 2011. « Un « sport noir » ? Le basket-ball et la communauté africaine-américain », *Transatlantica*, vol. 2, url : <http://journals.openedition.org/transatlantica/5469>

[2] Url : <https://www.youtube.com/watch?v=lomlpjREDzw>

[3] « Colin Kaepernick and the NFL settle collusion case », *New York Times*, 15/02/2019, url : <https://www.nytimes.com/2019/02/15/sports/nfl-colin-kaepernick.html>

[4] Ta-Nehisi Coates, « The cancellation of Colin Kaepernick », *New York Times*, 22/11/2019, url : <https://www.nytimes.com/2019/11/22/opinion/colin-kaepernick-nfl.html>

[5] Intervention de Harry Edwards à la Harvard Kennedy School, 13/09/2017, url : <https://www.youtube.com/watch?v=En5kTQFaqvE>

[6] Déclaration de Harry Edwards, 06/09/2018, url : <https://www.sjsuwordstoaction.com/statement-from-dr-harry-edwards-on-the-new-nike-ad-campaign-featuring-colin-kaepernick/>

[7] Jemele Hill, « The war on black athletes », *The Atlantic*, 13/01/2019, url : <https://www.theatlantic.com/politics/archive/2019/01/why-trump-targeted-colin-kaepernick/579628/>

[8] Edelman, L., Krieger, L., Eliason, S., Albiston, C. et Mellema, V., 2011, « When organizations rule: judicial deference to institutionalized employment structures », *American Journal of Sociology*, vol. 117, n°3, 888-954.

[9] Jemele Hill, « Jay-Z helped the NFL banish Colin Kaepernick », *The Atlantic*, 15/08/2019, url :

<https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2019/08/jay-z-helps-nfl-banish-colin-kaepernick/596146/>

[10] Damon Young, « Jay-Z got paid to be the NFL's black boyfriend », *The Root*, 15/08/2019, url :

<https://verysmartbrothas.theroot.com/jay-z-got-paid-to-be-the-nfl-s-black-boyfriend-1837272569>

[11] Joseph Goldstein, « Atlantic Yards project abuses uses of eminent domain, suit says », *New York Sun*, 27/10/2006, url :

<https://www.nysun.com/new-york/atlantic-yards-project-abuses-uses-of-eminent/42433/>

[12] Philipp Mlynar, « Jay-Z sold out Brooklyn », *Village Voice*, 08/10/2012, url :

<http://nymag.com/news/features/brooklyn-barclays-center-2012-10/>

[13] Brian Fleurantin, « Five years of the Barclays Center », *NetsDaily*, 28/09/2017, url :

<https://www.netsdaily.com/2017/9/28/15994584/five-years-barclays-center-brooklyn-nets-islanders-community-future-prokhorov-ratner-atlantic-avenue>

[14] Dave Zirin, « Jay-Z isn't a sellout, he's a capitalist », *The Nation*, 09/08/2019, url :

<https://www.thenation.com/article/jay-z-kaepernick-nfl/>

[15] Rodney Carmichael, « Jay-Z can't roc with the NFL unless Kaepernick gets a seat at the table », *NPR*, 22/08/2019, url :

<https://www.npr.org/2019/08/22/753387025/jay-z-roc-nation-nfl-partnership-colin-kaepernick>

[16] Ahiza Garcia, « These are the only two owners of color in the NFL », *CNN Money*, 18/05/2018, url :

<https://money.cnn.com/2018/05/18/news/nfl-nba-mlb-owners-diversity/index.html>

[17] Mona Chalabi, « Three leagues, 92 teams and one black principal owner », *FiveThirtyEight*, 28/04/2014, url :

<https://fivethirtyeight.com/features/diversity-in-the-nba-the-nfl-and-mlb/>

[18] Kurt Streeter, « Is slavery's legacy in the power dynamics of sports? », *New York Times*, 16/08/2018, url :

<https://www.nytimes.com/2019/08/16/sports/basketball/slavery-anniversary-basketball-owners.html>

[19] Sur ce sujet, voir la dernière interview donnée par Du Bois au magazine *The Atlantic*, en novembre 1965, dans laquelle il revient sur cette opposition. Url :

<https://www.theatlantic.com/past/docs/unbound/flashbks/black/mcgillbh.htm>

[20] Voir notamment l'affaire des propos de Donald Sterling, ancien propriétaire des *Clippers* de Los Angeles, banni à vie par la NBA en 2014.

[21] Le rôle des syndicats de joueurs doit être souligné de ce point de vue, même s'ils sont souvent critiqués pour leur apolitisme.

[22] « The definitive guide to each and every NFL owner », *Sports Illustrated*, 16/07/2018, url : <https://www.si.com/nfl/2018/07/16/nfl-owners-guide-32-teams-franchises>

[23] « Lavar Ball. The new era of ownership », *Revolt TV*, 22/06/2017, url : <https://www.revolt.tv/2017/6/22/20819466/lavar-ball-the-new-era-of-ownership>

[24] *Diamond from Sierra Leone (Remix)*, Kanye West feat Jay-Z, 2005, *Def Jam Recordings* et *Roc-a-Fella Records*.